

Solidarité Irak

www.solidarite-irak.fr.fm/

1,50 €

Solidarité Irak

a pour objet de faire connaître et de soutenir les luttes sociales actuelles en Irak, le refus de l'occupation militaire, ainsi que de la réaction religieuse et nationaliste.

En liaison avec les organisations inspirées par le communisme ouvrier, Solidarité Irak défend un idéal socialiste et internationaliste.

Elle est opposée aux divisions ethniques, nationales, religieuses, sexistes, racistes et coloniales, aux idées réactionnaires et aux archaïsmes sociaux.

solidarite_irak@yahoo.fr

L'entraide (sans autre mention), BP 87, 59009 Lille
Tel : 08 71 77 84 65 (tarif local)

les enfants eux-mêmes, est des plus absurde. Celui qui fait passer le mécanisme de la transformation d'une fillette sans voile en fillette voilée comme son « choix démocratique », ou bien ne vit pas sur terre ou bien c'est un hypocrite qui ne mérite pas d'entrer dans le débat sur les droits des enfants et la lutte contre la discrimination. La condition de la défense de toutes sortes de liberté de l'enfant pour expérimenter la vie, la condition de la défense de libre choix de l'enfant, est d'empêcher ces obligations automatiques et courantes. »

Un autre problème concerne l'interdiction des écoles religieuses. L'adoption de cette loi ne sera qu'une demi mesure dans la défense de la laïcité, si nous annonçons aux parents et à la communauté religieuse qu'il peuvent envoyer leurs enfants dans des écoles religieuses au cas où cette loi ne leurs convient pas. Ceci va à l'encontre de la création d'une société laïque et encore plus contre la création d'une parfaite égalité pour tous les enfants. Ce faisant nous encourageons la prolifération rapide des écoles religieuses, et aggravons la ghettoïsation des zones qui existent, et nous encouragerons la discrimination envers les enfants nés dans des familles religieuses privant ainsi ces enfants et plus particulièrement les filles de leurs droits à un avenir égalitaire. Cela équivaut à leurs dire « allez au diable nous ne défendons que les laïcs dans notre société ».

La nouvelle loi ne sera efficace véritablement que si les écoles religieuses sont toutes interdites et que si le principe de la scolarisation obligatoire pour les enfants n'ayant pas atteint leur majorité est fermement appliqué et soutenu par le gouvernement.

En guise de conclusion, je voudrais vous lancer un appel : restez ferme face à l'offensive des mouvements religieux et soutenez notre combat contre l'islam politique et pour la liberté et l'égalité en Iran, en Iraq et dans tout le Proche orient. Notre combat contre l'islam politique l'éradiquera en Occident aussi.

Mobilisons-nous pour un grand 8 Mars. Un 8 Mars historique contre le voile islamique et l'islam politique, pour la laïcité et l'égalité homme-femme.



Yanar Mohammed, féministe menacée de mort par les islamistes

Yanar Mohammed, présidente de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak (OLFI) est une activiste politique connue en Irak, et est reconnue dans le monde pour ses efforts et son courage pour la défense des droits des femmes en Irak. Avec l'OLFI, elle a participé à la prise de conscience des femmes de leurs droits, luttant pour un état laïque et égalitaire, une totale égalité pour les femmes, aussi bien qu'une séparation de la religion et de l'état et qu'un système éducatif, qui est une condition requise pour garantir les droits des femmes en Irak.

Depuis la mise en place par le Conseil du gouvernement irakien de la loi 137 qui remplace le code privé par la Cha-

Organisation pour la libération des femmes en Irak

Photo : Yanar Mohammed face à un soldat américain

Qu'est-ce que l'Armée de Sahaba ?

Ce mouvement armé extrémiste sunnite est apparu en 1985 au Penjab : il défend un Pakistan sunnite et anti-chiite. Financé principalement par les classes moyennes urbaines et commerçantes, il s'attaque essentiellement aux chiites. Le Sipah-e-Sahaba (i.e. *l'armée des compagnons du prophète*) a été interdit au Pakistan mais conserve une activité importante : de nombreux assassinats contre des chrétiens, des athées, des chiites et des Ahmadis. Ce mouvement soutient les talibans. La plupart des miliciens de la Sahaba sont entraînés en Afghanistan par les talibans. D'après Mariam Abou Zahab, spécialiste du mouvement Sipah-e-Sahaba, ce dernier aura des connexions avec les narco-trafiquants pakistanais permettant un financement assuré. Ce groupe islamiste serait aussi soutenu par l'Arabie saoudite.

Cf. Mariam Abou-Zahab et Olivier Roy, *Réseaux islamiques : La Connexion afghano-pakistanaise*

ria, Yanar a souligné les menaces sérieuses que cela pouvait entraîner pour les femmes si la Charia était imposée et elle a contribué à l'organisation de femmes et d'hommes pour s'y opposer. Lors d'une manifestation à Bagdad, elle s'est exprimée publiquement en dénonçant la Charia et pour défendre des droits égaux et inconditionnels pour les femmes. Quelques jours après cette manifestation, elle reçoit un mail intitulé « **Tuer Yanar dans les prochains jours** ». Cet mail était expédié par l'Armée de Sahaba (*Jaysh Al-Sahaba*).

Encore une fois, les groupes islamiques ont prouvé qu'ils ne sont qu'une bande de meurtriers méprisant et s'opposant à la population. Ils ont menacé Yanar pour la simple raison que sa défense des droits des femmes et de la laïcité recevait un soutien très important parmi les irakiens. En outre, le Nouvel Ordre Mondial militaire et meurtrier du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui a mis en place un règne de terreur sur la population en Irak, a permis aux groupes islamistes d'imposer leurs milices inhumaines à la population et en particulier aux femmes en Irak. Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a été jusqu'à inclure les islamistes et les autres groupes réactionnaires dans le soi-disant Conseil législatif.

L'OLFI tient le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique comme le premier responsable de cette situation désastreuse qui a poussé Yanar Mohammad à être menacée de mort. Yanar et tant d'autres ne bénéficient d'aucune protection.

L'OLFI appelle tous les partis politiques, les organisations pour la défense des droits des femmes, les organisations humanitaires, toute personne éprise de liberté à défendre Yanar Mohammed et les activistes pour les droits des femmes de l'OLFI subissant en Irak les menaces des terroristes islamistes et à défendre la laïcité, la séparation de la religion et de l'état, un système éducatif adapté et une égalité totale pour les femmes, et dénoncer les groupes terroristes islamistes. En dénonçant l'administration US comme pleinement responsable de la vie de Yanar, les organisations et les personnes doivent exercer une pression sur le gouvernement pour qu'il assure la sécurité de Yanar Mohammed.

l'enfant des méfaits des lois religieuses, de leurs influences, et des hiérarchies mafieuses qui profite de cette situation, les mollahs ou les soit disant chefs religieux.

Dans ce bref constat que je fais aujourd'hui, j'aimerais insister sur l'importance de la loi qui est proposée, c'est un pas important pour la défense des droits de la femme et de l'enfant. Mais ce n'est pas suffisant, nous devons aller plus loin. Nous devons interdire le port du voile aux mineurs, voiler les enfants est une atteinte à leurs droits.

« Faire porter le voile islamique par des fillettes et des adolescentes qui ne sont pas majeures, doit être légalement interdit » a écrit Mansoor HEKMAT en 1997 dans son article défendant l'interdiction du port du voile par les enfants, « Car, cela n'est pas la liberté de s'habiller comme on le désire. Au contraire, c'est la contrainte dictée par les partisans d'une secte religieuse précise pour obliger l'enfant à porter un vêtement particulier. Soutenir la liberté et le droit de choisir de l'enfant (qui ne sont pas absolus) exige que la loi supprime cette contrainte. L'enfant n'a pas de religion, de tradition, ni de fanatisme. Il n'adhère à aucune secte religieuse. C'est un être nouveau, qui est né par hasard et indépendamment de sa volonté, dans une famille avec une religion, une tradition et des fanatismes particuliers. La société a le devoir de neutraliser les conséquences négatives de ce tirage au sort aveugle. La société a le devoir de créer des conditions égales et équitables pour la vie de tous les enfants ainsi que pour leur développement, leur épanouissement et leur participation active dans la vie sociale. Celui qui veut contrecarrer le cheminement normal de la vie sociale d'un enfant, doit être assimilé à quelqu'un qui décide de le maltraiter, en raison de sa culture, sa religion ou de ses complexes personnels et collectifs, l'enfant, doit bénéficier de la protection d'une solide barrière législative et d'une réaction sérieuse de la société en cas d'agression.

Aucune fillette de 9 ans ne choisit à se marier, d'être mutilée, de se transformer en cuisinière ou femme de chambre des mâles de la famille, d'être privée de sport, d'études ou de récréation. L'enfant grandit dans la famille et la société, selon les traditions et les règles établies et accepte automatiquement ces idées et ces règles comme les manières normales de la vie. Parler de choix du voile islamique par

Aucune fillette de 9 ans ne choisit à se marier, d'être mutilée, de se transformer en cuisinière ou femme de chambre des mâles de la famille, d'être privée de sport, d'études ou de récréation.



Intervention d'Azar MAJEDI, au meeting du 5 février pour un loi contre les signes religieux dans les lieux publics.

des pays important. La religion a une influence grandissante dans la conduite des affaires des pays dits du bloc de l'Est. Après la chute du régime soviétique les positions, les idéologies de droite ont pris le dessus, il en est résulté le concept raciste du relativisme culturel, concept qui justifie la violation des droits de la femme et de l'enfant, et des principes élémentaires de l'universalité des droits de l'homme. Ainsi avons-nous été témoins de l'émergence d'une majorité silencieuse qui n'ose pas remettre en question ces violations flagrantes des droits de l'homme, de peur d'être taxé de racisme et d'intolérance. Mais les choses évoluent, les partisans de la liberté se réveillent et élèvent la voix. Le mouvement laïque progresse et les mouvements des droites de la femme vont de l'avant. Il est grand temps de repousser les incursions faites par les groupes religieux et de les renvoyer aux marges de la société. La religion doit être une affaire privée et cesser d'interférer dans l'état et les décisions législative ou dans l'éducation.

Je m'adresse à vous en tant que militante de longue date du mouvement des droits de la femme, une militante politique qui a défendu la liberté et l'égalité et a combattu une dictature religieuse à savoir la république islamique.

Je m'adresse à vous en tant qu'une des premières victimes de la répression et de la tyrannie religieuse. Je m'adresse à vous en tant qu'une des premières victimes de l'islam politique. Combien de preuves nous faut-il pour admettre que l'intervention de la religion dans l'état et l'éducation ne peut qu'engendrer inégalité, oppression et brutalité ? Je n'ai pas besoin de me projeter dans le moyen âge en Europe. Il suffit d'observer le proche orient et tous les pays où l'Islam a la main mise : La république islamique, les talibans l'Arabie Saoudite l'Algérie ou le Nigeria. Observez ce qui se passe en ce moment en Irak, où les Islamistes ont acquis une position dominante, où la Charria est sur le point de devenir la loi du pays. Même dans les communautés islamiques en occident où les gouvernements ont laissé la religion y faire la loi, les femmes sont opprimées, les enfants privées de leurs droits et la situation des filles est particulièrement préoccupante. Combien de meurtres pour l'honneur nous faut-il pour dire stop à la religion ? Combien de brutalité et de séquestration nous sont-elles nécessaires pour crier assez ! Pour combien de temps et jusqu'où les filles doivent-elle être privées de leur droit à l'égalité des chances et à l'accès à une vie heureuse, pour que nous réagissions et mettions fin à l'ingérence de la religion ? Il est de notre devoir de défendre la femme et

A Bagdad, les femmes manifestent et je suis menacée de mort...

Après une semaine passée à Bagdad, je vois les choses plus clairement. L'invasion l'a transformé en une autre Algérie, hantée par les spectres du terrorisme. Des spectres insaisissables, que les américains ne parviennent pas à localiser, à voir ou à combattre.

Depuis le renversement du régime de Saddam Hussein, un énorme vide politique a ouvert la route à tous les fanatiques barbus qui agitent leur épée sous notre nez et proclament leur droit au pouvoir... au nom de dieu tout-puissant.

Je voudrais vraiment que tout cela soit grotesque et irréel, mais ca ne l'est pas. Ces gens ne travaillent pas tous seuls. Ils ont mis en place des partis politiques, organisé des milices. Leur programme est très clair... c'est leur ligne ou rien. Toute objection est une imprécation contre dieu... et leur épée est aiguisée.

Le pire dans tout ça, c'est que les américains leur ont donné la haute main sur l'Irak. Presque la moitié du Conseil du gouvernement est composés de barbus (une barbe parfois longue, parfois courte, parfois... invisible).

Pour des millions de femmes en Irak, le verdict est déjà tombé. Elles sont des citoyens de seconde zone qui doivent avoir honte d'exister, et pour cette seule raison, doivent se couvrir et être reconnaissantes qu'on les tolère. Oh... et bien sûr, prier le seigneur et promettre de ne pas s'opposer à ses désirs à chaque occasion politique ou sociale.

Des femmes dans la rue

Le mois dernier a révélé l'émergence du mouvement des femmes à Bagdad. Tout ça s'est déclenché quand le Conseil gouvernemental a proposé la résolution 137, qui approuve la Charia islamique comme loi civile et règle unique de nos vies. Celle-ci détruit tous les lois modernes qui furent le résultat des luttes du mouvement des femmes en Irak. Dans la deuxième semaine de janvier, plus d'une centaine de femmes ont manifesté sur la place Al'Fardawse pour dénoncer cette décision. Ces femmes appartiennent à différentes organisations. Certaines d'entre elles étaient affiliées à des partis membres du Conseil de gouvernement, qui désapprouvaient la résolution. Leurs propos étaient clairs, quoique modérés et touchaient à peine à la question des femmes. Pourtant, ce fut l'une des premières

Yanar Mohammed

Envoyez vos lettres de protestation à Paul Bremer, président du CPA en Irak :

Paul Bremer Chief US Administrator U.S. Department of State 2201 C Street NW Washington, DC 20520

Ou bien choisissez d'envoyer en ligne sur "Foreign Policy Opinions" à l'adresse suivante : http://contact-us.state.gov/ask_form_cat/ask_form_foreign.html

Merci de nous envoyer une copie : Owfi_campaign@hotmail.com

Tel : 00 44 79 56 88 3001

Coordinatrice et coordinateur de la campagne « Yanar Mohammed » :
Nadia Mahmood & Houzan Mahmoud

secourses d'une opposition des femmes, qui ne pourrait pas être effrayée ou opprimée par les sultans islamiques trônant sur les sièges du Conseil du gouvernement.

Fin janvier... plus de pouvoir des femmes et d'objections par l'OLFI

Nous avons décidé, pour le 29 janvier, que je ferai une conférence, en tant que présidente de l'OLFI (Organisation pour la libération des femmes en Irak), soutenue par le Parti communiste des travailleurs en Irak. Une apparition publique de notre groupe de femmes sans le soutien physique d'un groupe politique pour en assurer la protection, est une erreur dans laquelle nous ne voulons pas tomber. Ce serait risquer le harcèlement, les intimidations ou même les attaques à l'explosif.

Mon intervention a été très bien reçue par les représentantes intellectuelles des collectifs de femmes et une majeure partie de l'audience, à l'exception de deux femmes islamistes qui se plaignirent de l'idée d'égalité. Elles soutenaient qu'une femme est née pour être mère et seconder son mari. Il y avait beaucoup de journalistes, dont l'un-e se laissa aller à discuter à propos des connections, ou plutôt des contradictions, entre le 11 septembre et la mainmise des islamistes en Irak.

L'une des femmes proposa son soutien et invita à rejoindre la manifestation du lendemain, pour réclamer la représentation égale dans toutes les assemblées.

Nos voix sont entendues dans tout l'Irak

La dernière manifestation démarra de la place Fatih, avec environ 80 femmes portant des banderoles. Vers la fin de la manifestation sur la place Fardawse, le nombre s'approcha des 200 personnes ; la plupart était des femmes qui nous rejoignirent dans la rue.

C'était une nouvelle pratique pour ces femmes, aucune d'entre elles n'avaient encore osé ou même pensé à chanter un slogan. Quelques-unes d'entre elles portaient bel et bien le voile. Je leur demandais si elles avaient quelques mots d'ordre pour la manifestation. Elle me répondirent que non. Je démarrais alors avec : « Oui aux femmes... oui à l'égalité ». Il y avait quelques femmes autour de moi qui le reprenaient avec une voix discrète. Après quelques minutes, plus d'une centaine de femmes commencèrent à

ont été la source des guerres, des catastrophes, des sanctions économiques : c'est pourquoi les habitants de l'Irak réclament le départ des troupes. Maintenant, les USA jouent un rôle clé dans le « scénario noir », dans l'émergence de gangs et de groupes liés à l'Islam politique et du nationalisme dans l'arène politique. Mais cela ne signifie pas, au contraire, que les masses désirent adopter le style de résistance armée des groupes ethnocentriques et islamiques, pas plus que leur doctrine. Pour mettre dehors les troupes US et prendre le pouvoir politique, pour gagner la liberté, l'égalité et le bien-être social, l'une des problèmes essentiel qui sera posé aux masses sera la confrontation avec la résistance ethnocentrique et islamiste. Ces forces font partie de la guerre, font partie des calamités imposées aux masses en Irak. Celles-ci sont capables, sans la « résistance » des forces réactionnaires, mais à travers la lutte organisée des conseils et des organisations de masse, aux côtés des défenseurs de la liberté tout autour du monde. Il ne s'agit pas seulement d'expulser les troupes américaines hors d'Irak, mais de prendre le pouvoir et de libérer la société du cercle vicieux de la guerre entre les USA et la « résistance ». C'est sur cette base que le Parti communiste des travailleurs combat et soulève le slogan « Expulsion des troupes US d'Irak ».



Entrée des troupes occupantes en Irak

Il faut repousser la religion !

Je me réjouis d'être le témoin du développement d'un mouvement laïque aussi actif, et de voir que la laïcité est en train de s'affirmer, et qu'elle sort de sa marginalisation et de son attitude timorée. Nous avons besoin d'un élan aussi puissant et formidable que la révolution française pour repousser la religion à sa vraie place, c'est à dire la sphère privée.

La religion et les mouvements religieux ont pris trop de pouvoir et d'influence durant ces dernières décennies. L'Islam politique a gagné un grand pouvoir politique dans

Azar Majedi, éditrice de Medusa, revue du centre Femmes et Socialisme.

ple d'Irak, après une décennie de sanctions économiques. Il reçoit le soutien le plus large des partis de la gauche ouvrière et progressiste, des organisations de défense des droits humains et du droit des femmes, de tous les progressistes dans le monde entier.

« Occupation » et « Résistance » sont deux pôles du même camp réactionnaire

Khisrow Saya

Pour le Parti communiste des travailleurs en Irak, la « résistance » des groupes ethnocentriques et islamiques est réactionnaire. Il faut séparer clairement les méthodes de ces partis, voire de ces gangs, de celles des masses. La véritable base de la lutte contre le nouvel ordre mondial nord-américain, ce sont les travailleurs, les prolétaires, leur programme, la liberté et l'égalité. Le Parti communiste des travailleurs lutte pour cela, pour un monde meilleur - titre de son programme.

Le nationalisme, la défense de la « mère patrie » n'ont aucune importance : la seule résistance légitime est la lutte pour défendre la société civile, les acquis progressistes des citoyens d'Irak, la liberté, l'égalité, le bien-être social, la sécurité des personnes et la dignité humaine.

La réalité sociale et politique en Iraq n'est pas la confrontation entre « occupation » et « résistance ». Le nationalisme, la défense de la « mère patrie » n'ont aucune importance : la seule résistance légitime est la lutte pour défendre la société civile, les acquis progressistes des citoyens d'Irak, la liberté, l'égalité, le bien-être social, la sécurité des personnes et la dignité humaine.

Organiser des mouvements de protestation, des manifestations, des grèves, placer sur le devant de la scène le mouvement des masses, organiser la révolution et la prise du pouvoir politique par les masses, encourager les prolétaires à se regrouper autour de revendications simples, claires et évidentes : voilà les bases actuelles de la lutte sociale, politique ou même de la lutte armée des travailleurs, des femmes, des jeunes, de l'ensemble du prolétariat.

Naturellement, le Parti communiste des travailleurs demande le retrait des troupes US d'Irak, mais ce slogan ne constitue par son but essentiel ; prendre le pouvoir politique est l'objectif essentiel des masses et du parti. La présence des troupes US est un obstacle majeur non seulement pour ce but, mais aussi pour quelque forme d'amélioration des conditions de vie et de liberté. La participation des masses au pouvoir s'oppose donc aux USA et à leur politique en Irak. Pendant de longues années, les USA

reprandre le slogan.

L'une d'entre elle que je ne connais pas courut vers moi avec un mégaphone et un grand sourire. Nous chantèrent et cela s'entendait bien quand nous arrivâmes sur la place Al Fardawse. Plusieurs femmes lancèrent leurs propres slogans que nous répétions après elles : « Les femmes sont la moitié de la société - donnez-nous une représentation égale ! » Quand nous avons terminé notre parcours, nous nous sommes assises autour d'une tribune pour préparer nos débats, tous les médias vinrent suivre la première intervenante, l'une des organisatrices, qui fait partie de l'Assemblée des mères et de l'enfance. Elle précisa aux personnes présentes les raisons de notre manifestation. C'est-à-dire une présentation égale et annonça les groupes présents. Estimant que c'était regrettable de ne pas exploiter l'occasion, je demandais le micro. Une femme me dit d'y aller doucement, parce que « nous sommes ici pour une raison spécifique... la représentation. » Je commençais mon discours en avertissant que l'époque de l'inégalité entre les femmes et les hommes est révolue.

L'inégalité sociale, économique et politique ne peut pas plus être tolérée. La représentation est un moyen important, mais qu'est ce que ça peut faire qu'il y ait 50% de représentation pour nous si les politiques sont misogynes. Le meilleur exemple est que la résolution 137 renvoie la femme au moyen âge, quand elle n'avait absolument aucun droit sous la loi islamique de la Charia. La résolution montre l'échec du Conseil de gouvernement à prendre en compte la défense des intérêts des femmes en Irak. En fait, cela prouve qu'ils sont l'ennemi principal des femmes. Nous devrions être ensemble, proclamer notre lutte politique et notre solidarité pour commencer une nouvelle ère. Une ère d'égalité pour les femmes. Et je conclus sur « Ensemble, disons maintenant 'Vive l'égalité totale entre les hommes et les femmes' ».

Ca a été copieusement applaudi et les médias étrangers me demandèrent de parler en anglais, ce que je fis.

J'ai parlé le jour suivant sur trois tv locales - pour demander une constitution laïque basée sur l'égalité et non sur une division ethnique, religieuse ou de genre.

La représentation est un moyen important, mais qu'est ce que ça peut faire qu'il y ait 50% de représentation pour nous si les politiques sont misogynes.

Les islamistes en colère me menacent de mort : tuer « Yanar dans les prochains jours »

Notre local de l'OLFI était assailli par des femmes et des sympathisants politiques qui nous félicitaient pour notre position publique. Ayant proposé de créer une zone libre pour les femmes dans le secteur d'Al Huda, je me suis rendue au cybercafé pour mailer le texte à nos militantes.

Je trouvais sur ma messagerie un mail écrit en langue arabe avec un étrange titre. J'ai relu le titre plusieurs fois jusqu'à que je sois sûre de ce que je lisais. Ça disait : « Re : Tuer Yanar d'ici quelques jours ».

En quelques lignes, l'armée de Sahaba (Jaysh Al-Sahaba) exprimait son effroi face à mon activisme féministe. Ils avaient décidé que je devais être assassinée parce que je suis une musulmane renégate, à moins que je m'abstienne de continuer ce que je fais.

Une démocratie agitée sans aucune protection

Avec mes amis du Parti communiste des travailleurs, on a décidé d'aller immédiatement au QG des troupes américaines, pour voir ce qu'ils pouvaient faire pour moi. On m'a dit que le Colonel Brown était la meilleure personne à rencontrer.

J'ai expliqué tout cela aux soldats américains postés à l'entrée et que c'était urgent vu les risques que je prenais en m'exposant dans un lieu public. J'ai aussi pensé que c'était pas raisonnable de rester ici en compagnie de soldats américains puisqu'ils pouvaient être attaqués à n'importe quel moment.

On m'a répondu que je devais patienter. Combien de temps ? On ne sait pas. Est-ce que le colonel est ici ? On n'est pas sûr, mais vous pouvez l'attendre. Est-ce qu'il arrive ? On ne sait pas. Mais ma vie est en danger... la vie de tout le monde est en danger, ma p'tite dame.

J'ai montré à quel point j'étais bouleversée, ils m'ont dit qu'il avait des choses plus importantes à faire. Je leur ai dit que ma vie était importante elle aussi. C'est alors que j'ai entendu le plus long chapelet de grossièretés que j'avais jamais entendu.

J'ai dû repartir. Chercher un endroit pour la nuit. J'ai contacté mes camarades pour assurer ma sécurité, je me suis assurée que le gun dans mon sac à main était bien chargé et si je saurais m'en servir assez vite quand ça arrivera.

torturés et condamnés à une longue peine de prison. La plupart ont dû fuir en direction des cités kurdes, de l'Europe ou du Canada. Les activités ont continué, dans de nombreuses villes kurdes et, clandestinement, dans celles contrôlées par le régime baasiste.

Ces dernières années, le PCT a lutté incessamment contre la guerre US contre l'Irak, les sanctions économiques, l'absence de droits, les privations pour les travailleurs, les provocations des islamistes, ainsi que pour la défense des droits des femmes et les libertés politiques.

Cette année, le PCT a organisé de grandes manifestations du 1er mai dans plusieurs villes d'Irak, y compris Bagdad, Kirkuk, Nasiriyah et Soleimaniyeh. Des représentants des ouvriers industriels, comme ceux du pétrole à Kirkuk, ont pris la parole aux meetings. Ces centaines de personnes ont participé à la célébration. C'était la première fois depuis des décennies que les gens pouvaient participer ouvertement au 1er mai. Le PCT a été chaleureusement reçu en Irak, et de nombreuses personnes ont rejoint le parti et montré leur désir de le soutenir.

A présent, l'une des plus importantes tâches du PCT est d'organiser les différentes sections de la population dans des conseils et comités qui puissent intervenir directement dans les affaires publiques. Le PCT a commencé une intense campagne pour organiser les travailleurs, les femmes, les enseignants et les jeunes.

Plusieurs membres de la direction et cadres du PCT sont revenus d'Europe, du Canada et du Kurdistan Irakien, pour aller dans les cités du sud de l'Irak et participer à ces activités. Des branches de l'organisation des femmes ont été mises en place dans plusieurs villes, y compris dans le sud et le centre de l'Irak.

Un nombre incalculable de tracts et de journaux ont été distribués en Arabe et en Kurde pour faire connaître le point de vue du PCT sur la guerre, le futur de l'Irak, le « scénario noir » organisé par les USA, la Grande-Bretagne et les groupes religieux et ethnocentriques qui menacent la société irakienne, ainsi que les solutions à ce « scénario noir ». Ces derniers jours, des centaines de personnes ont rejoint le PCT.

Le PCT est la voix du progrès, du socialisme et des femmes pour la liberté, à l'opposé des groupes nationalistes et islamiques et de la présence des forces armées US et britanniques qui imposent une guerre criminelle au peu-

Vous pouvez soutenir le PCT en lui apportant votre soutien financier, en diffusant ses vues et en organisant des groupes de travailleurs en soutien à ses activités. Les locaux du PCT sont maintenant ouverts à Bagdad, Kirkuk, Nasiriyah et d'autres villes d'Irak. Pour les nouvelles récentes, la situation actuelle en Irak et la politique du PCT, vous pouvez contacter les adresses suivantes :

Bagdad : Bab al-Sharqi, Al-Rashid Street Enden face de l'Union générale des syndicats
Tel : +88 2166 7760 311, de 18h00 à 19h00 (heure française)
Kirkuk : La vieille cour, centre de la ville, en face de Dar al-inthibad Nasiriyah : Rue corneche Street, en face des bâtiments du gouverneur.. Royaume-Uni : PCT-Irak, Khosro Sayeh : BM Box 8927, London WCIN 3XX, UK Tel : +44 7796 25 7020/ +44 7890 06 5933 Web : www.wpiraq.org E-mail : wcp_iraq@yahoo.co.uk



Mansoor Hekmat (1951-2002), marxiste révolutionnaire iranien, théoricien du communisme des travailleurs.

tions qui s'orientent bien », ont dit les syndicalistes de l'électricité à Occupation Watch. Le succès des travailleurs irakiens limite les ambitions exploiteuses de l'Autorité d'occupation et signifie un coup porté à la logique des entrepreneurs qui se vantent que l'Irak dispose d'une des mains-d'œuvre les moins chères au Moyen-Orient.

L'administration régionale d'occupation manifeste son ignorance sur les grilles de salaires, mélangeant celle du SOC avec celle ordonnée par Paul Bremer en septembre, imprimée dans une brochure en couleurs en décembre afin que les ouvriers comprennent pourquoi il doit leur être naturel de recevoir un salaire d'esclave.

Quoi qu'il en soit, le courage des travailleurs du pétrole, affirmant leur puissance en tant que secteur capable d'imposer ses revendications au Conseil du gouvernement et de contester l'Autorité d'occupation supposée avoir toujours « le dernier mot », montre que la résistance sociale contre l'occupant et ses diktats est bien vivante et prête à la grève pour imposer la justice. Personne ne considère que la victoire des travailleurs de la SOC soit une fin, mais que ce n'est qu'un début après les décennies de silence, de violence et de meurtres imposées par la dictature de Saddam. C'est aussi le premier combat dans la guerre sociale qui aura fait faire un saut à la conscience des travailleurs irakiens, si malmenés par le Baas, qui réalisent qu'ils sont eux-mêmes une arme puissante contre l'injustice, l'exploitation et l'occupation.

Un brève histoire du Parti communiste des travailleurs en Irak

Le Parti communiste des travailleurs en Iraq a été créé en 1993. Il a des activités ouvertes dans les villes du Kurdistan irakien, clandestines dans le sud et le centre de l'Irak dans lesquels le régime Baas est au pouvoir. Ces dernières années, le PCT a affronté les partis nationalistes kurdes d'un côté, les groupes islamistes de l'autre. En 1995, Adham Barzani, leader d'un groupe islamique, a lancé une fatwa contre Rebwar Ahmed, le leader du PCT. En 1998, un groupe terroriste islamique a tué Shapour Abbdol-Gader et Ghabil Adel, deux membres du Comité central, dans la ville de Erbil. En 2000, plusieurs cadres et militants ont été

Les nuits de Bagdad

L'Aïd est une fête sanglante à Bagdad, je peux entendre une forte musique de l'autre côté du quartier, alors que tout est fermé à minuit. Les enfants jouent avec des pétards et les familles se retrouvent.

Les gens ont tous une volonté forte de vivre une vie normale en dépit de tout ça. Je suis contente que l'Aïd soit finie, que l'alerte rouge soit passée et qu'il peut y avoir un peu plus de sûreté dans la vie de millions de civils innocents... et peut-être pour moi-même.

Soutenez la résistance des femmes en Irak

Un an déjà... partout dans le monde, des millions de voix se sont élevées contre cette guerre absurde. Aujourd'hui ?

Après 35 ans de dictature, de guerres, de conflits nationalistes, d'expansionnisme religieux, de blocus, de récession économique, la vie des femmes s'est dégradée. Dès les années 80, le régime totalitaire de Saddam Hussein s'est aligné sur les conceptions réactionnaires de l'Islam politique et a commencé à restreindre les droits des femmes. Gardienne autoproclamée de la démocratie et des droits humains, la coalition armée menée par les U.S.A. n'a servi qu'à défendre des intérêts économiques. Aujourd'hui ?

Silence radio. Les médias internationaux, les « spécialistes » et les politiques se gardent bien d'évoquer les épreuves quotidiennes des femmes en Irak.

Et pourtant aujourd'hui si tu es femme en Irak :

Tu veux sortir ? Pense bien à être escortée par ton père, ton frère, ton époux ou bien ton cousin si tu ne veux pas être agressée ou insultée !

N'oublie de porter ton voile si tu ne veux pas être frappée ou bien recevoir du vitriol au visage par les milices islamistes qui patrouillent dans les rues !

Tu risques à plusieurs reprises d'être violée ou d'être kidnappée. Simple marchandise, tu seras vendue suivant un tarif fixé : 100 dollars. Si tu es vierge : 200 dollars.

Tu a été violée ? Ne te risque pas de te rendre à l'hôpital pour te faire soigner ! D'abord, il est préférable que ça ne se sache pas si tu ne tiens pas à des représailles, ensuite, parce que les médecins ne s'occuperont de toi qu'à certai-

Tract de Solidarité
Irak pour la manifestation
du 6 mars 2004



nes heures...

N'oublie pas ce que tu peux subir à chaque instant : le crime d'honneur si on te soupçonne d'adultère ou de relations sexuelles avant le mariage, la répudiation, les punitions physiques (insultes, coups, vitriol).

Tu es lesbienne ? Garde-toi d'en parler à tes proches, ta famille ou tes ami-es, si tu tiens à la vie.

Depuis que l'ONU sanctionne le pays, la prostitution augmente. Déjà Saddam Hussein avait instauré la décapitation systématique des prostituées. Tu sais très bien que cette mesure cruelle a permis aussi à certaines familles d'as-

sassiner légalement des femmes insoumises en les faisant passer pour des prostituées. Aujourd'hui ton père, ton frère, ton mari t'a mise sur le trottoir parce qu'il faut manger. Tu sais qu'à Bassora, des groupes islamistes ont dernièrement décapité des « prostituées »...

Comme beaucoup de femmes en Irak, tu travaillais dans le secteur public. Suite à l'occupation par la coalition armée, la quasi-totalité des administrations ont disparu et tu te retrouves au chômage sans aucun revenu.

Tu sais que l'actuel Conseil provisoire du gouvernement irakien mis en place par la coalition armée menace de rétablir la Charia de façon détournée. Il se propose de remplacer le Code de la famille par la loi islamique, faisant des femmes des êtres inférieurs sur le plan juridique.

La peur, la faim, la claustration, l'absence de soins, les vexations quotidiennes sont aujourd'hui ton quotidien. Comme la majorité des femmes, tu refuses aujourd'hui cette situation. Défiant la répression machiste, tu as manifestée dans les rues avec des milliers d'autres femmes, pour clamer ton désir de vivre en paix et dans un monde égalitaire.

Depuis juin 2003, des femmes ont créé l'Organisation pour la Libération des Femmes en Irak. Sa première réalisation a été d'ouvrir, à Bagdad, un foyer pour les femmes victimes domestiques ou menacées de meurtres pour l'honneur. Aujourd'hui, ce centre demeure précaire. Sa présidente, Yanar Mohammed, qui s'est publiquement exprimée contre le rétablissement de la Charia, a reçu des menaces de mort de la part du groupe islamiste « l'Armée des compagnons du Prophète », lié aux Talibans.

Plus que jamais, les femmes d'Irak ont besoin de votre soutien !

coûte 750 dinars. Il est donc clair qu'une famille peut juste survivre, en se limitant à des rations simples, sans pouvoir économiser ou se payer des extra ni même des habits neufs. C'est la situation de la majorité du peuple irakien, du mois de ceux qui ont la chance d'avoir un emploi - car les quelques 7 à 10 millions de chômeurs ont encore plus d'une lutte devant eux.

Selon la grille de salaires de l'OA plus d'un tiers (35 %) des salariés du public gagnent entre 69 000 et 155 000 dinars ; 10 % - les directeurs et administrateurs - reçoivent entre 574 000 et 920 000.

Alors pourquoi ce compromis ? En fait ce n'en est pas un. Les primes de risque et de déplacement ont été également prises en compte et une autre prime de 18 % à 30 % de salaire doit être ajoutée au montant de base. Cela signifie que tous les salaires réels seront potentiellement de 30 % supérieurs à la grille, selon le lieu du travail - le désert, une région éloignée, un travail dangereux... Il n'est pas encore clair si Rumeilla Nord, une zone contaminée par l'uranium appauvri au cours des deux guerres du Golfe, est incluse dans les zones dangereuses, mais le danger qu'elle présente pour les ouvriers qui inhalent des déchets radioactifs dispersés par les troupes d'invasion est immédiat, grave et met en cause leur vie.

Le dirigeant du syndicat de SOC, Hassan Jum'a, a dit à propos de leur victoire : « C'est quelque chose dont nous étions certains. Notre secteur est le mieux organisé en Irak et nous avons été élus par les ouvriers eux-mêmes ».

Concernant les effets de cette victoire sur la lutte qui monte dans le secteur de l'électricité, Jum'a explique : « Le secteur pétrolier a été le premier, les autres vont suivre bientôt, cela va changer, l'influence [syndicale] se fait sentir ». Samir Hanoun, vice-président de la Fédération des syndicats irakiens, a dit que le résultat de la lutte l'a fait frémir, car il était « tout bon » et qu'il a déjà eu un impact positif sur les négociations menées par les syndicats de l'électricité en vue d'augmenter les salaires. « Nous serons les suivants et bientôt, cela nous a aidé dans nos négocia-



Ouvriers dans une station pétrolière en Irak

les travailleurs se plaignaient de leurs salaires bas, payés en retard et fluctuants et de la suppression de toutes les allocations de survie qui leur avaient permis de survivre sous l'ancien régime.

La grille établie par le syndicat de la SOC réclamait que le salaire minimum pour un ouvrier du pétrole soit établi à 155 000 dinars irakiens (110 dollars) par mois, soit plus du double des 69 000 dinars fixés par l'occupant. La grille de la SOC supprimait aussi deux catégories et 20 positions d'une grille comptant 130 positions et 13 catégories. Après deux jours d'assemblées générales en décembre, le syndicat a convaincu la direction de soutenir sa demande. Cette dernière a été accompagnée de la menace des travailleurs de rejoindre la résistance armée si leurs revendications n'étaient pas acceptées. Cela a incité le Ministre du Pétrole à se rendre lui-même à Bassora et à ouvrir immédiatement les négociations avec les représentants du syndicat.

Le résultat négocié a été de porter le salaire minimum de ceux qui forment le cœur de l'économie irakienne à 102 000 dinars par mois, soit une augmentation de 33 000 dinars. Toute leur grille commence maintenant au niveau de la catégorie 9 et tous ceux qui en bénéficiaient déjà passent à la catégorie suivante - les salaires y étant compris entre 120 000 et 155 000 dinars. Le niveau maximum de salaire d'un ouvrier non qualifié peut atteindre 328 000 dinars par mois - le sommet de la catégorie 6. La catégorie 5 concerne les ouvriers diplômés et les techniciens, la catégorie 4 les ouvriers avec plus de 30 ans d'ancienneté et les trois suivantes les ingénieurs et les directeurs.

Mais pourquoi avoir cédé sur le niveau du salaire minimum ? Pourquoi n'avoir pas poussé l'avantage jusqu'à l'obtention des 155 000 dinars minimum ? Avec 102 000 dinars on peut à peine survivre. Le loyer le plus bas à Bassora est de 25 000 dinars (pour la plupart des gens 50 000), ce qui ne laisse que près de 20 000 dinars par semaine pour la nourriture, l'école, les livres, le gaz, l'essence, l'entretien de la voiture, l'eau potable, les cigarettes et tout le reste. Un bidon plastique de 4,5 litres d'eau potable fourni par l'ONU coûte 250 dinars. Un petit poulet - 3 500 dinars, 1 kg de pommes ou d'oranges - 750, de pommes de terre - 500, de tomates - 500 (à Bagdad, du fait des coûts de transport, c'est 2 000 dinars...), un sac de pain - 250, une bouteille de gaz - près de 2 000. Pour des chaussures d'adulte en cuir il faut compter 20 000 dinars, une paire de chaussettes - 500 et le shampoing familial le moins cher

L'Union des chômeurs dans le paysage politique en Irak

L'Union des chômeurs en Irak est une organisation revendicative pour les travailleurs au chômage en Irak. Elle a été créée par un groupes de travailleurs et de militants politiques, peu après la chute du régime de Saddam face aux américains, le 1er mai 2003, par une groupes de vingt chômeurs révolutionnaires réunis dans un immeuble occupé, appartenant à l'infâme et disparue « Fédération générale des syndicats en Irak », d'obédience Baathiste. Ils ont élu démocratiquement leur comité de direction, qui à son tour à élu Qasim Hadi comme président. Le comité a immédiatement mis en avant les revendications des chômeurs et ses principes essentiels.

Depuis cette date, l'UUI a pris part à une série de lutte en faveur de millions de femmes et d'hommes sans emploi en Irak, qui se trouvent au milieu d'un chaos horrible et sans précédent causé par la machine de guerre US. Sa revendication principale est « du boulot ou des allocations chômage pour tous ». A travers ces luttes, l'UUI a montré qu'elle était un exemple de la société civile irakienne, progressiste, civilisée, disciplinée, mais militante et combative. Après des années écrasantes de sanctions économiques américaines, de longues et douloureuses années de tyrannie Baathiste, de bombardements américaines, tous les moyens de lutte, et même de survie, semblaient s'être évanouis. L'UUI a été la réponse essentielle à la nouvelle exploitation bourgeoise et nationaliste de la classe ouvrière en Irak, appuyée sur les forces d'occupation américaines et britanniques. Ces luttes de l'UUI se sont centrées sur la revendication de l'allocation chômage pour tous les travailleurs en Irak, mais pas uniquement. Durant la première série de manifestations, organisée par un nombre croissant de membres, l'Union a demandé du boulot et de meilleures conditions de vie pour les travailleurs. Ensuite, les revendications ont été plus précises, plus focalisées. Cent dollars est apparu comme la compensation mensuelle minimum pour les chômeurs dans tout l'Irak. Le contrôle de l'union sur la question du chômage a également été mise en avant, face à l'autorité US (CPA : Autorité provinciale de la coalition).

L'UUI a également lancé treize manifestations à Bagdad, et sept dans d'autres gouvernements de l'Irak. Elle a organisé des sit-in à Bagdad, Kirkuk et Nasiriyah, le premier ayant duré 45 jours. L'UUI a également pris part à trois tables de négociations avec le CPA (administration civile US) et à treize interviews avec elle. Elle a finalement décidé de se

Par Issam Shukkri
(Membre du comité central du Parti communiste ouvrier d'Irak, Issam Shukkri est coordinateur des relations internationales de l'Union des chômeurs en Irak et membre de la délégation de négociations avec les américains)

retirer des négociations quand elle a atteint la conviction sérieuse que le camp américain n'avait aucune intention sérieuse d'accepter les revendications de l'UUI. Après une pression continue, le ministère du travail a demandé à travailler avec l'Union pour parvenir à trouver une solution mutuelle à la crise.

Mais l'UUI, cependant, ne se considère pas comme une organisation simplement menée par l'économie. Elle a joué un rôle important dans le façonnement de la sphère politique irakienne par ses interventions continues dans les événements politiques et son analyse de la situation, basée sur une plate-forme progressiste pour les travailleurs. Elle joue également un rôle pour stopper le glissement de la société civile irakienne dans le tribalisme et le fanatisme religieux soutenu par les occupants. Rapidement après ses premières manifestations, le peuple irakien a commencé, directement ou indirectement, à parler de l'Union et de sa « juste » cause. L'Union est une force sociale radicale et égalitaire, qui s'oppose non seulement à la domination US et à son gouvernement fantoche, mais aussi au « scénario sombre » concocté par les Islamistes et autres pourritures fascistes et nationalistes en Irak.

Les médias nationaux et internationaux ont remarqué l'Union et ont fait de longs rapports sur ses luttes, avec beaucoup de sympathie. Ils ont commencé à parler de la pauvreté et du pillage des ressources par les américains et leurs alliés, plutôt que de leurs cérémonies religieuses sanglantes ; de la misère des ouvriers irakiens plutôt que des divisions entre sunnites et chi'ites ; de l'émergence de forces radicales et laïques en Irak, plutôt que la montée de la haine ethnique et du fascisme nourries par l'Union patriotique du Kurdistan, le « Front national Turkmène » et le groupe « Muklada al'sadr », ancêtre du Baath.

Des journalistes, hommes et femmes du monde entier, ont rejoint l'UUI dans ses luttes ; ils se sont assis avec elle sur l'asphalte brûlant des rues de Bagdad, déshydratés, avec les baïonnettes et les fusils des soldats US pointés sur leurs poitrines ; ils ont qualifiés les chômeurs unionistes de héros et de sauveurs de l'Irak.

Les organisations mondiales ont fait montre de leur sympathie et envoyé des délégués rejoindre ces luttes. Des centaines d'articles et de lettres de soutien ont été écrites en défense des travailleurs d'Irak, de partout dans le monde. Le conseil de gouvernement, après des semaines de négligence, a été obligé d'admettre qu'il y avait un grave problème de

Tous les employés ont participé à la grève. Une réunion de négociation a eu lieu entre l'administration et les représentants des employés. Ils sont parvenus à un accord, par lequel quatre directeurs de départements, incluant la production, l'ingénierie, la comptabilité et la gestion, seront renvoyés. L'administration a aussi accepté de changer le classement des métiers dans l'entreprise, qui consistait en une forte réduction des salaires, et a accepté toutes les autres demandes présentées par les salariés.

Les ouvriers de la South Oil Company ont gagné !

Bassora, le 29 janvier 2004. Après trois mois de lutte, soutenue par la menace d'une grève armée, les ouvriers de la Southern Oil Company (SOC) ont obtenu une augmentation des salaires. Tous les travailleurs du pétrole en Irak seront dorénavant payés en fonction de la grille des salaires négociée à la SOC. L'unité et le soutien apportés par les ouvriers de la branche des champs pétrolifères du centre et du nord à Kirkuk, Baaji et à Daurra de Bagdad furent essentiels pour cette victoire. De plus, l'Autorité provisoire d'occupation et le Conseil du gouvernement sont très dépendants de la production et de l'exportation de la SOC, la plus grande et la plus rentable entreprise pétrolière en Irak, du fait des attaques continuelles contre les stations de pompage et les oléoducs permettant d'acheminer la production des champs pétrolifères du Nord. Les seules entreprises qui exportent jusqu'à maintenant le pétrole brut irakien sont la SOC et la Basra Oil Company.

En décembre, les représentants du syndicat ont dit à Occupation Watch qu'ils avaient expliqué depuis un mois aux travailleurs que seule la grève pouvait leur permettre d'assurer leurs salaires. Lorsque les ouvriers de la SOC se sont rendus compte que leurs salaires étaient fixés par l'Autorité d'occupation (AO), comme le prouvait l'ordre n° 30 sur les conditions d'emploi des employés publics, signé par Paul Bremer, et que de plus ces salaires étaient inférieurs à l'allocation d'urgence versée par l'occupant après l'effondrement du régime Saddam, ils ont décidé d'établir leur propre grille de salaires fondée sur les prix du marché en y incluant les prix du fuel, du gaz, les loyers, les produits alimentaires, les frais de transport et en tenant compte du niveau du risque. La grille de salaires de l'OA était fondée pour sa part sur les prix de l'ancien régime. Dans toutes les entreprises visitées par Occupation Watch

Arrestations arbitraires d'employés de banques à Bagdad

Parti communiste des
travailleurs en Irak

Nous condamnons les pratiques de l'administration américaine et de la Banque centrale d'Irak envers ses employées

La banque centrale de l'Irak a mis en garde les trésoriers et les caissiers des banques et leur a ordonné de lui payer des millions de dinars irakiens en réparation pour l'argent impayé qu'elle réclame. La banque accuse également les employés de remplacer la nouvelle devise avec des faux, ce qui a abouti à l'arrestation arbitraire de sept employées de la banque Al-Rashid.

Le Parti communiste des travailleurs condamne ces arrestations et ces menaces sans fondement contre les trésoriers et les caissiers de banque. Il considère la banque centrale entièrement responsable de ce détournement financier.

La banque centrale de l'Irak n'a pas organisé la procédure de change, sans mentionner le fait qu'elle a négligé de former un comité chargé de compter et vérifier les devises, qui aurait permis de mener l'opération correctement. Elles se déchargent sans scrupule de leur échec sur les trésoriers et les employées, par des arrestations ou des menaces arbitraires si les employés ne payent pas cet argent.

Le Parti communiste des travailleurs réclame la libération immédiate des détenues, le retrait immédiat des accusations et des menaces contre les employées des banques et l'arrêt de la procédure judiciaire. Le Parti sera au premier rang pour défendre les employées et pour soutenir leurs protestations afin d'imposer leurs revendications à l'administration américaine et à la banque centrale de l'Irak.

Nous annonçons notre soutien de la manifestation du dimanche 15 février 2004.

Le parti communiste des travailleurs en Irak

Grève des employés de la compagnie de gaz du Nord

Saman Karim, Kirkouk,
Parti Communiste des
Travailleurs d'Iraq.

Les employés de la compagnie de gaz du nord de Kirkouk se sont mis en grève le 31 Janvier 2004. Cette grève se produit après que les travailleurs aient mis en garde les autorités si elles ne satisfaisaient pas leurs demandes. Les employés demandaient le remplacement de l'administration de la compagnie, qui est là depuis la période Baath. En outre, ils réclament de meilleurs salaires et une division égale des primes entre les salariés.

chômage et a commencé à se gratter frénétiquement la tête pour résoudre la question. Du moins c'est ce qu'ils prétendaient, sous la pression des travailleurs. La scène irakienne toute entière a changé dramatiquement.

Aujourd'hui, l'UUI s'est agrandie jusqu'à atteindre environ 250 000 membres inscrits à travers l'Irak. Avec un taux de chômage de 70 %, le rôle de l'UUI semble plus crucial qu'il ne l'a jamais été. Récemment, des dizaines de mouvements de protestation ont été lancés à Bagdad et dans d'autres cités irakiennes. Des dizaines de personnes ont été tuées par balle, aussi bien par les forces occupantes que par les islamistes et la police irakienne. L'UUI doit mener ces mouvements et les amener à obtenir leurs revendications. Si elle ne bloque pas les routes de Bagdad avec des milliers de personnes ; si elle n'empêche pas les plans réactionnaires du conseil de gouvernement qui tente de transformer l'Irak en une rampe de lancement pour le terrorisme islamiste contre les travailleurs et les femmes ; si elle ne pousse pas les forces US à prendre réellement en considération la volonté politique des Irakiens, puis de quitter l'Irak ; alors l'Union aura laissé passer une grande opportunité historique.

Sans un plan d'action solide, le business continuera comme d'habitude pour la bourgeoisie réactionnaire, et la vie sera encore plus misérable, plus insoutenable pour les masses qu'elle ne l'a été. Avec le nouveau gouvernement « appointé » qui est supposé être mise en place en juin 2004, l'Irak est poussée au bord de l'abysse par les USA et ses alliés islamistes et ethnocentristes. L'UUI doit jouer son rôle en replaçant le peuple dans le champ politique, avec le parti politique des travailleurs, le Parti communiste ouvrier. le spectre du « scénario sombre » préparé par les USA et leurs alliés locaux, va continuer à écraser la vie de millions d'irakiens pour une période de temps inconnue. Attaquons le « scénario sombre », luttons pour la prospérité, la liberté et l'égalité pour toutes les personnes privées de droits en Irak.



En-tête du journal « Les conseils ouvriers », inspiré... d'une affiche française de mai 68.

Manifestation des travailleurs à Bagdad le 15 février

Fédération des Conseils
ouvriers et des syndicats
en Irak - FWCUI

La loi sur les salaires et le bas pouvoir d'achat en général obligent les ouvriers et les fonctionnaires en Irak à faire face à des difficultés quotidiennes énormes et les rend incapables de s'assurer des conditions de vie décentes et même incapables d'atteindre le minimum nécessaire à leur survie, dans une situation actuelle où les prix explosent, où les loyers sont inabordables pour les ouvriers qui ne sont pas propriétaires de leur logement. Le système actuel des salaires a touché de nombreux jeunes ouvriers et fonctionnaires puisqu'il n'a pas pris en compte la dureté des conditions de vie des ouvriers quand a été évaluée la situation des travailleurs. Elle n'a pas plus pris en compte le niveau de risque généré par beaucoup de métiers dangereux.

Par conséquent, ce système a créé une énorme disparité entre le salaire des fonctionnaires des « aînés » et le salaire de la grande majorité des ouvriers et des fonctionnaires, la différence entre les salaires allant de 1 jusqu'à 30 !. Ceci permet d'apprécier les différences sociales au sein de la population en Irak. Cette situation empêche la grande majorité de la population irakienne d'avoir une vie décente, et d'assurer celle-ci pour leurs enfants. Les perdants de ce processus sont les ouvriers et les fonctionnaires qui dépendent totalement de leurs salaires. Cette manipulation des conditions de vie des ouvriers par les autorités contribue à les maintenir dans le dénuement. Des milliers de travailleurs du secteur public protestent tous les jours contre le système actuel de répartition des salaires, et réclament un système qui prenne en compte la dureté de leurs conditions de vie. Afin d'empêcher la dispersion de la lutte des ouvriers dans des protestations limitées et demeurant confinées à certains lieux de travail et puisque la situation des ouvriers est la même dans tous les secteurs industriels et afin d'imposer la volonté des ouvriers de décider eux-mêmes de l'organisation de leurs conditions de travail d'une manière qui prenne en compte les intérêts de tous les ouvriers, et en outre, afin de s'assurer que les salaires seront augmentés, les ouvriers doivent s'impliquer. Ils doivent élever leur voix pour défendre leurs droits et intérêts et pour faire valoir leurs revendications. Seuls les ouvriers peuvent intensifier la protestation pour défendre les revendications et les intérêts de la majorité de la population et empêcher cette main mise sur leurs affaires. La fédération des Conseils et des syndicats des ouvriers en Irak (FWCUI) invite tous les ouvriers et employés du secteur public, des compagnies et des usines à se joindre à no-

La fédération des
Conseils et des syndicats
des ouvriers en Irak -
FWCUI, Bagdad, Irak,
Adresse : UUI, Boîte
Postale 325, CH-3000
Berne 11, Télé-
phone :0041 78 882 55
89
Email :asojabbar@yahoo.
com

tre manifestation le dimanche le 15 février 2004.

La manifestation commencera au siège social de la fédération à Bagdad située à l'entrée de la rue d'Al-Rasheed près d'Al Turki d'Al Matam , et se poursuivra au siège social de l'autorité provinciale civile, devant l'ancien bâtiment du ministère de la planification. Nous invitons tous les ouvriers des secteurs publics à nous rejoindre à cette manifestation.

Grève à la compagnie des cigarettes Al-Nasir

Depuis plus de deux semaines, les ouvriers de la compagnie des cigarettes Al-Nasir sont en grève pour exiger un salaire plus élevé et une nouvelle grille de qualification basées sur les dures conditions de vie et de travail des ouvriers et la hausse des prix. Ils ont courageusement refusé de recevoir leurs salaires, qui est leur seul revenu.

dans plusieurs secteurs d'industrie, les ouvriers ont lancé des mouvements de protestation contre les grilles de qualification imposées par les autorités US et leur Conseil de gouvernement fantoche. Les ouvriers de l'industrie du tapis, du cuir, du coton, de la boulangerie publique, de l'ameublement, de la santé, de la compagnie pétrolière du sud, et de nombreuses autres entreprises publiques ont déjà manifesté contre le nouveau système. Des milliers de plaintes et de lettres de protestation ont été déposées contre le nouveau système d'évaluation du travail. La montée des protestations a pour but d'empêcher les autorités d'imposer des résolutions arbitraires opposées aux intérêts des ouvriers. Dans plusieurs industries, les ouvriers se préparent à d'autres manifestations contre ce système. Les luttes quotidiennes pour des réformes sont la seule manière pour les ouvriers d'imposer leur volonté aux autorités et d'abroger les résolutions prises sans consultation des travailleurs et sans considération des droits fondamentaux et des intérêts des ouvriers.

Vive les luttes ouvrières !

Fédération des Conseils
ouvriers et des syndicats
en Irak - FWCUI, 8 fé-
vrier 2004

Militants de l'Union des chô-
meurs d'Irak

